CDEF
Centre de Doctrine d'Emploi des Forces
Division Recherche et Retour d'Expérience

LETTRE DU RETEX–RECHERCHE n° 2

23 septembre 2013

L'ARMÉE SYRIENNE

(2/2) Dans la guerre civile (2011-2013)

AVERTISSEMENT

Les Lettres du Retex – Recherche sont des notes exploratoires destinées à l'information des forces. Elles n'engagent que leurs auteurs.

Par Stéphane MANTOUX[1]

CE QU'IL FAUT RETENIR

- **L'armée syrienne loyaliste est suffisamment solide pour contenir la rébellion mais pas assez pour la réduire.**
- **Elle peut encore poser des difficultés en cas d'intervention étrangère. Elle conserverait la capacité de former la base d'une résistance armée à une occupation.**
- **La rébellion est, à ce stade, beaucoup trop divisée pour l'emporter contre elle.**
- **Les deux camps sont poussés dans une escalade de violence politique qui peut aboutir à une fracture durable du pays.**
- **Le déblocage tactique ne peut être provoqué que par un apport massif de ressources ou des innovations majeures.**

Lorsque l'insurrection a débuté au printemps 2011, l'armée syrienne a du faire simultanément à trois menaces : une **désagrégation** interne, une possible **intervention étrangère** selon le scénario libyen et à la **prise de contrôle rapide** d'une grande partie du territoire par les différents mouvements de guérilla.

Une armée fragmentée mais solide

La révolte commence lorsqu'une douzaine d'adolescents de Deraa, dans le sud de la Syrie, est emprisonnée et torturée pendant trois semaines par es moukhabarat (services de renseignement) de la province, pour avoir écrit des slogans antirégime sur les murs de la ville. La maladresse des *moukhabarat* est accrue par le discours de Bachar el-Assad, le 30 mars 2011, qui affirme que le soulèvement est provoqué par un complot de l'étranger, alors qu'il s'agit au départ d'une contestation politique et sociale. La province de Deraa, d'ailleurs, n'est pas historiquement parlant un foyer de contestation du régime, mais les canaux du clientélisme contrôlé par le pouvoir se sont asséchés depuis l'installation de Bachar el-Assad en 2000. Le mouvement de protestation se diffuse rapidement dans le pays.

La priorité de Bachar el-Assad semble être alors de **sécuriser la principale ligne de communication du pays, sur un axe nord-sud, entre Alep et Damas.** La ville de Homs, en particulier, est un enjeu crucial car

[1] Stéphane Mantoux est historien et chercheur associé au CDEF, il est l'auteur de *L'offensive du Têt* chez Tallandier (2013) et tient le blog Historicoblog.

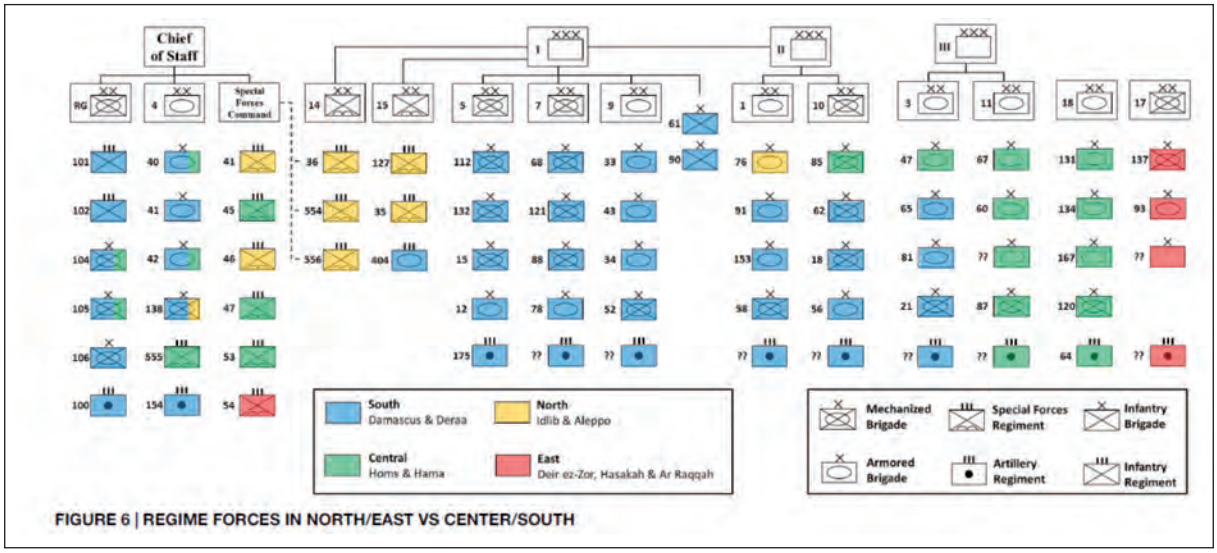


FIGURE 6 | REGIME FORCES IN NORTH/EAST VS CENTER/SOUTH

elle se situe à l'intersection des autoroutes qui partent soit vers l'intérieur des terres, soit vers la bande côtière. Le régime cherche donc, avec la masse de manœuvre disponible, à isoler et nettoyer successivement les villes où ont éclaté des troubles, puis à les tenir avec des forces de sécurité ou des milices.

Pour constituer la masse de manœuvre, Bachar el-Assad commence par se débarrasser des leaders les moins compétents comme Jihad Madkissi, diplomate responsable de la communication, ou les moins fidèles le général Manaf Tlass, de la Garde républicaine. On sélectionne ensuite les unités les plus fiables pour former des **groupements d'assaut *ad hoc*.** Par exemple, une compagnie de la 4e division blindée d'élite forme l'élément dominant d'une force ad hoc de la taille d'un bataillon : ce qui explique que cette unité soit souvent citée dans les médias. La 1re division blindée, pourtant supposée fiable, a vu ses trois brigades (91e, 153e, 58e) opérer dans un rayon de 10 km seulement autour de sa base au sud de Damas. Des éléments de la division ont pourtant probablement été incorporés dans la 76e brigade blindée qui accomplit une incursion dans la province d'Idlib, à partir de février 2012, marquée par de nombreuses atrocités et laissant derrière elle des graffitis évoquant une *« brigade de la mort »*.

Pour **reprendre le faubourg Zabadani à Damas,** le régime forme un groupe mixte d'éléments de la 4e division blindée et des 3e, 7e et 10e divisions d'infanterie. Dans d'autres cas cependant, ce sont uniquement des formations d'élite qui sont employées : le **siège de Homs,** en février 2012, voit l'intervention de la 4e division blindée, de la Garde Républicaine et des forces spéciales. Quand les rebelles sont délogés de **Baba Amr** à la fin du mois, c'est le 555e régiment de forces spéciales qui monte à l'assaut. Il y a au moins deux bataillons de la Garde Républicaine issus des 103e et 105e brigades. La moitié des forces spéciales, 6 régiments, sont également engagés sur place : les trois de la 15e division stationnée près de la frontière jordanienne et ceux de la 14e qui attaquent les bastions les plus solides de la rébellion au sud-ouest de Homs, Baba Amr, Inshaat et Jobar. Deux régiments indépendants de forces spéciales, les 53e et 54e, sont également présents. Toutes les opérations bénéficient d'un appui aérien important, le régime y employant tout son potentiel aérien dès qu'il a compris qu'il n'y aurait pas d'intervention étrangère[2].

L'armée syrienne à la reconquête des villes

Pour **reconquérir la province de Deraa,** origine de l'insurrection près de la frontière jordanienne, on forme un corps avec trois régiments de forces spéciales d'abord (les 41e et 47e de la base d'el-Dreij et le 35e régiment de la province d'As Suwayda) renforcées de deux brigades conventionnelles : la 132e brigade mécanisée de la 5e division mécanisée, pour des

[2] Lt Col S. Edward BOXX, « Observations on the Air War in Syria », in *Air & Space Power Journal*, Mars-avril 2013, p.147-168.

raisons de proximité, et la 65e brigade blindée de la 3e division blindée, basée à 150 km de là, probablement choisie quant à elle pour des motifs politiques. Les foules sont rapidement dispersées par ces groupements mécanisés renforcés de miliciens et appuyés par des hélicoptères. Les activistes sont ensuite traqués. La ville est reprise en cinq jours à la fin du mois d'avril et l'armée n'aura plus à y intervenir pendant six mois. Bachar el-Assad conclut alors probablement que l'emploi de la force peut permettre d'écraser l'insurrection.

A Damas, le régime garde l'initiative, en dépit d'un début d'insurrection dans les faubourgs sud-ouest et nord-est. La Garde Républicaine joue son rôle de dissuasion et une bonne partie de la population de la capitale soutient Bachar el-Assad. Ce n'est qu'en novembre 2011 que l'Armée Syrienne Libre conduit une attaque sur le QG du renseignement de l'armée de l'air dans le faubourg de Harasta, au nord-ouest de Damas.

Dans la région côtière dominée par les alaouites, les manifestants sont d'abord contrés par des milices pro-régime, les fameuses *shahibas,* soutenues directement ou indirectement par les forces de sécurité. La réaction du pouvoir y a été très rapide dans les villes où ont éclaté des troubles, comme à Lattaquié ou Banias. En revanche, un autre foyer de l'insurrection se constitue **dans la province septentrionale d'Idlib,** frontalière de la Turquie. L'armée y connaît davantage de défections et subit même quelques revers. Il faut souligner ici le rôle des déserteurs de l'armée mais cette province a subi une violente répression lors de la révolte des Frères Musulmans et il est probable que la population solde, aussi, des comptes avec le régime. L'armée syrienne réagit en isolant les approches ouest de la province et en avançant par l'est et par le sud avec des blindés et des hélicoptères de combat. Elle entraîne le déplacement de 10 000 civils en Turquie. Dès l'automne 2011, une véritable guérilla s'installe dans cette province adossée au sanctuaire turc.

A Hama, où les massacres de 1982 avaient atteint leur paroxysme pendant la révolte des Frères Musulmans, les chars et les véhicules blindés de l'armée se sont retirés après les premiers troubles, fin juin 2011. Ils y reviennent un mois plus tard, au début du Ramadan. La cité est nettoyée en deux semaines et, là encore, le régime croit voir sa stratégie validée. Celle-ci va pourtant se heurter à un écueil.

Foyer de la contestation, **la cité de Homs est investie** par l'armée dès le 6 mai 2011. Trois jours plus tard, le régime affirme d'ailleurs publiquement avoir repris en main la situation dans le pays. Or, dès que l'armée se retire de la ville, l'insécurité grandit dans la province. Dans le district de Ratan apparaît un des principaux foyers de contestation du régime. De nombreux officiers sunnites de l'armée en sont issus de même que l'ancien ministre de la Défense, Mustapha Tlass. Des déserteurs de l'armée forment la brigade Khaled ibn al-Walid rattachée à l'Armée Syrienne Libre. Ils s'emparent de la demeure du chef des renseignements locaux, montent deux embuscades au nord de Homs et capturent même un colonel de l'armée. Celle-ci intervient finalement dans le district de Rastan le 27 septembre. La ville est reprise en quatre jours. Cette opération montre les faiblesses de l'insurrection à ce moment-là : l'Armée Syrienne Libre n'a pas encore de base arrière solide, elle se compose d'une poignée de déserteurs couplés à des miliciens locaux, et l'armement reste encore léger.

Le cas de Homs est emblématique de la stratégie choisie par le régime. Des unités d'élite sont engagées pour prévenir les défections. Le bombardement initial est suivi d'un combat qui permet de reprendre la place forte des rebelles et d'y installer une forte garnison. L'armée loyaliste utilise d'ailleurs plutôt l'artillerie en tir indirect depuis l'échec d'une première attaque contre le faubourg de Zabadani, à Damas. Début février 2012, les assiégeants creusent des tranchées de deux mètres autour d'une partie de Homs, matraquent la ville, puis la nettoient secteur par secteur, forçant les rebelles à l'évacuer en mars. Les deux brigades de la Garde Républicaine restent à Homs et le génie construit une barrière de béton autour de Bab Amr, avec seulement quelques passages gardés par les forces de sécurité. Cependant, faute de troupes en nombre suffisant, la tactique utilisée à Homs n'est pas applicable partout.

Le siège de Homs et les affrontements qui s'y déroulent depuis l'automne 2011 symbolisent sans doute le basculement de la contre-insurrection à la guerre civile communautaire. La ville est la troisième agglomération du pays, avec 800 000 habitants : 65 % de musulmans sunnites, 25 % d'alaouites, 10 % de chrétiens et quelques milliers de chiites duodécimains. Les alaouites s'y sont installés sous le mandat français. Les manifestations commencent

Tirs d'artillerie sur Homs, le 25 février 2012.

dès mars 2011 et la répression de l'armée entraîne la militarisation des rebelles. L'Armée Syrienne Libre investit la ville et s'empare en particulier du faubourg de Babr Amr, traditionnellement impliqué dans la contrebande avec le Liban, ce qui permet de disposer d'une base logistique. Certains chercheurs comme Fabrice Balanche émettent l'hypothèse selon laquelle le régime a sciemment laissé les rebelles prendre le contrôle de la cité pour entraîner le mécontentement de la population face aux insurgés, et de façon à ce que ces derniers se regroupent pour pouvoir les écraser plus facilement avec un dispositif conventionnel d'envergure.

Dès la fin de l'année 2011, on voit donc bien que la stratégie de reconquête successive des villes et de nettoyage des principaux foyers d'insurrection a échoué : faute d'effectifs, l'armée n'a pu éteindre tous les incendies. La rébellion va s'organiser, se militariser et la violence sectaire fait le lit de la guerre civile dès le début de 2012.

Dans la guerre civile

Après les combats de Damas, Homs et Idlib, le régime se concentre sur le maintien dans les capitales provinciales[3]**.** Le **choix de déplacer la population des villes** renforce l'insurrection en durcissant les séparations confessionnelles. En vidant Homs de ses habitants, l'armée syrienne a renforcé le nombre de réfugiés à Damas et lancé la contestation dans la ville. Dans le nord du pays, l'artillerie est utilisée pour matraquer les centres urbains, faute de troupes suffisantes pour procéder au ratissage de tous les secteurs. Dans la zone côtière alaouite, le régime a procédé dès 2011 à l'expulsion des communautés sunnites. A l'automne 2012, des bulldozers sont employés pour raser des faubourgs de Damas, les

[3] Joseph HOLLIDAY, *The Assad Regime. From Counterinsurgency to Civil War*, MIDDLE EAST SECURITY REPORT 8, Institute for the Study of War, mars 2013.

milices achevant le travail de dépopulation en expulsant, voire en massacrant. Fin mai 2011, les miliciens abattent ainsi 108 personnes du village sunnite de Taldou, dans la province de Homs. Fin août 2012, après trois jours de pilonnage, l'armée syrienne et les milices entrent dans **le faubourg sunnite de Daraya à Damas** et tuent plus de 300 personnes. Le lieu est un épicentre de la contestation et il est proche de la capitale et de l'aéroport militaire Mazzeh.

Quand les forces au sol ne sont pas disponibles sur les fronts ouverts par les rebelles, comme au nord d'Alep ou de Lattaquié au printemps 2012, **ce sont les hélicoptères qui sont employés** pour chasser les populations. Les hélicoptères d'attaque sont de plus en plus requis dans ce rôle en juin-juillet 2012. En août, durant la bataille d'Alep, ce sont les avions qui remplacent l'artillerie et bombardent des faubourgs derrière les positions rebelles. L'aviation est d'ailleurs plus employée pour ces frappes de terreur qu'en appui tactique, faute de précision. Elle emploie même des barils d'essence modifiés au lieu des projectiles traditionnels. Elle reste capable de monter des opérations complexes combinant plusieurs types d'appareils avec des contrôleurs avancés et de maintenir un nombre élevé de sorties hebdomadaires.

En réponse, la rébellion développe des capacités antiaériennes. A l'été 2012, elle dispose déjà de 15 à 25 ZSU-23, 2 à 5 canons tractés de 57 mm, et de 15 à 30 SA-7, avec peut-être aussi des SA-16 et 24. En octobre, ce sont déjà au moins 5 hélicoptères et 6 avions qui ont été abattus. Les rebelles s'attaquent également aux bases aériennes : Abu ad Duhur au sud d'Alep, Minakh au nord d'Alep (où stationnent plus de 40 Mi-8), al-Qusayr près de Homs, etc. Fin octobre 2012, l'armée n'hésite à détruire ses propres lanceurs mobiles dans la province d'Idlib de peur qu'ils soient capturés par les rebelles. Cela n'empêche par les rebelles de s'emparer de 40 lanceurs MANPADS durant les offensives de l'automne 2012 et abattent pas moins de 2 hélicoptères et 1 chasseur au cours de la première semaine de décembre 2012, dans la province d'Alep. Ils continuent aussi de maintenir la pression sur les bases aériennes. En janvier 2013, ils prennent celle de Taftanaz, au nord de la Syrie, assiégée depuis des mois.

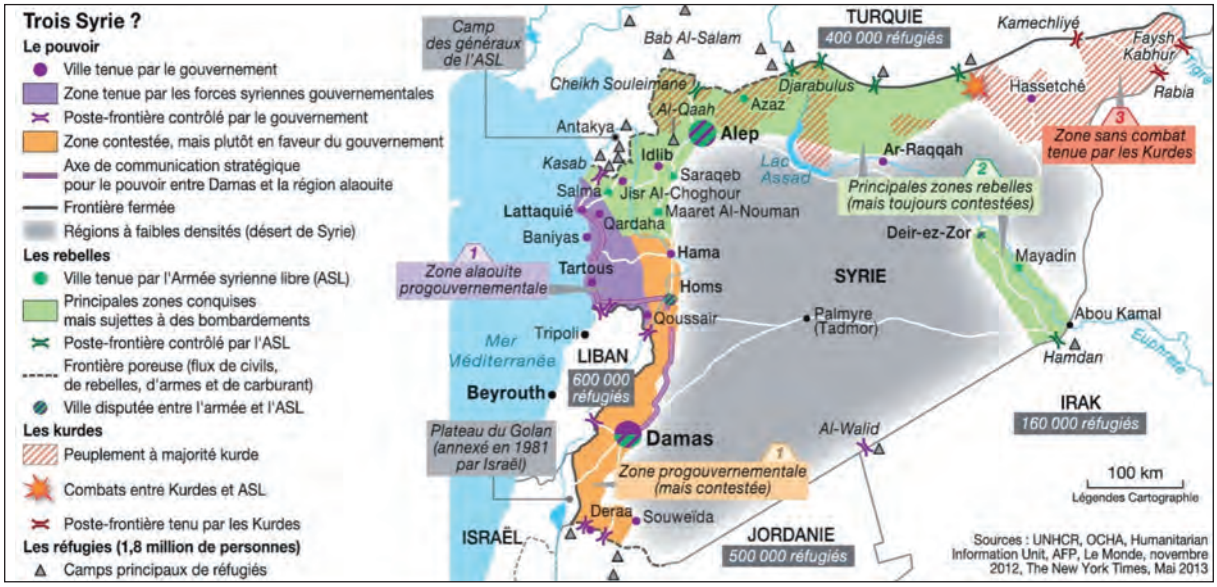
A partir de décembre 2012, l'armée tire ses premiers **missiles balistiques** contre des positions rebelles au nord du pays. Le 15 janvier 2013, un missile SCUD probablement tiré au jugé frappe l'université d'Alep, tuant 80 personnes. Jusqu'à la fin février 2013, ce ne sont pas moins de 40 missiles qui ont été tirés.

Protéger une Syrie *« utile »* ?

Depuis le début du conflit, **l'armée syrienne se maintient à 60 brigades de manœuvre**[4]. Mais seulement **un tiers environ de l'armée a participé activement aux opérations.** La 4e division blindée et la Garde Républicaine ont opéré à plein effectif (16 000 hommes en tout). Les forces spéciales, qui ont connu des défections, sont probablement aux deux tiers de leur capacité, soit 12 000 hommes. Les divisions régulières ont souvent fourni une brigade, qui n'est pas restée très éloignée de sa base d'opérations. Soit 27 000 hommes environ sur les 9 divisions. Ce qui veut dire que **le régime peut compter sur un corps de bataille solide de 65 à 75 000 hommes.** Les déserteurs ont peut-être représenté 20 à 30 % de l'effectif total de l'armée. Les services de sécurité ont prévenu les défections et la 4e division blindée, par exemple, pourtant unité d'élite, a dû fusiller 10 soldats qui menaçaient de le faire. Les éléments peu sûrs sont emprisonnés ou maintenus dans les casernes. Les pertes commencent à augmenter sérieusement à partir de la mi-2012. De 500 soldats tués en novembre 2011, on passe à 2 300 morts en juin 2012. Les statistiques ne sont plus communiquées par le régime en juillet. En novembre, certains estiment les pertes à 7 000 morts et 30 000 blessés.

Pour compenser ses pertes, **le régime recrute** dès l'automne 2012 dans les cités alaouites, fait appel aux réservistes, encadrés par des étrangers, Iraniens ou membres du *Hezbollah*. **La décentralisation des opérations et l'attrition de l'armée entraînent une fusion de plus en plus grande entre celle-ci et les milices.** Les **services de sécurité,** qui compteraient selon certains jusqu'à 200 000 hommes, n'ont pas attendu cette phase pour opérer sur le terrain de la même manière que les milices. Selon les rebelles, 10 000 miliciens sont venus renforcer les défenses de Homs début 2013. Les Iraniens encadreraient l'Armée Populaire depuis août 2012. Bashar institutionnalise le processus début 2013 en regroupant les milices dans les Forces de Défense Nationale.

[4] Joseph HOLLIDAY, *The Assad Regime. From Counterinsurgency to Civil War*, MIDDLE EAST SECURITY REPORT 8, Institute for the Study of War, mars 2013.



Source : Sciences humaines http://www.scienceshumaines.com/la-syrie-dechiree-vers-une-tripartition_fr_31368.html

Bashar el-Assad a dû faire des choix, géographiquement parlant[5]. Depuis le début du conflit, il a privilégié Damas, Homs et le sud plutôt que le nord ou l'est du pays. On ne sait parfois pas grand chose pour certains secteurs. La 11e division blindée est censée être active près d'Hama mais on y voit surtout opérer une brigade de la 3e division blindée et le 47e régiment des forces spéciales. Près de Tartous et de Lattaquié, l'armée régulière n'est pas beaucoup présente, peut-être en raison de l'importance de la communauté alaouite et chrétienne, et parce que les organes de sécurité jugulent l'opposition.

C'est dans l'Est que les forces régulières sont les moins visibles. La 17e division de réserve y a opéré en 2012. La 93e brigade de cette division est venue d'Idlib. Dès l'été, le régime abandonne les régions kurdes. Au nord, dans les provinces d'Idlib et d'Alep, le régiment de forces spéciales présent en 2011 est renforcé début 2012 par trois autres régiments, une brigade blindée, et un détachement de la 4e division blindée. La 76e brigade blindée et le 41e régiment de forces spéciales arrivent dans la province d'Idlib fin février 2012. Deux autres régiments de forces spéciales, le 35e de la 15e division et le 556e de la 14e division, également vétérans du siège de Homs, arrivent ensuite à Idlib. Mais le régime, faute de troupes, ne peut poursuivre et n'est pas en mesure de répliquer à l'ouverture d'autres fronts au nord et à l'ouest. L'armée syrienne établit des postes pour contrôler les lignes de communication et disloquer les formations rebelles. Les troupes restent en garnison, évitent les embuscades et les défections par le contact avec la population. Mais les rebelles peuvent aussi concentrer des unités allant jusqu'à la brigade contre des postes isolés : pas moins de 17 sont tombés au nord jusqu'en mai 2012. En janvier 2013, l'armée n'a plus que 7 postes au nord des capitales provinciales.

Dans la province de Deraa, la moitié des formations du 1er corps est encore présente. La 9e division blindée a envoyé sa 52e brigade mécanisée combler les trous de la 15e division de forces spéciales. Il faut dire que le 1er corps est moins fiable, les désertions y ont été nombreuses. **Ce n'est que lors de la bataille de Damas, à partir de juillet 2012, que des unités renforcent la capitale.** A Damas, la Garde Républicaine et la 4e division blindée ont affronté les rebelles dès le début de l'insurrection. Les manifestations dans les faubourgs entre mars et mai 2011 ont été dispersées par le 555e régiment de forces spéciales, les 104e, 105e et 106e brigades de la Garde Républicaine. Malgré des opérations à l'extérieur, l'essentiel de la 4e division blindée et de la Garde Républicaine restent à Damas.

D'un mouvement de protestation, la situation en Syrie s'est transformée en guerre civile. Le système de répression et le soutien de l'armée, dominée par les alaouites, ont permis à Bachar el-Assad de ne pas succomber. Le noyau loyaliste des forces militaires syriennes reste solide. Il pourrait problème à une intervention étrangère sur le plan conventionnel ou non.

[5] *Ibid.*